

Note de conjoncture 6 – Mai 2011

L'actualité des sondages, études et conférences

Alain Vermeersch

4 mai 2011

L'actualité des sondages

Présidentielle

Selon Ifop pour Paris Match, N. Sarkozy peine à dépasser les 20% d'intentions de vote au 1er tour. J-L. Borloo recueille entre 7 et 11%, selon le candidat PS en face. D. de Villepin ne dépasse pas les 5%. M. Le Pen recueille entre 19 et 20,5% en fonction des hypothèses. N. Hulot oscille entre 7 et 9%. DSK reste le meilleur des socialistes avec 27% des suffrages.

Sarkozy serait au second tour en 2012, pas Le Pen, selon CSA (28/04). Dominique Strauss-Kahn, seul représentant socialiste mesuré, serait en tête des intentions de vote au premier tour dans tous les cas de figure.

La cote de popularité de Sarkozy en baisse. Nicolas Sarkozy a perdu un point de popularité en avril par rapport à mars à 31%, dans le baromètre BVA-Orange-L'Express-France Inter, publié mardi 3 mai. La cote de popularité du chef de l'Etat reste inchangée chez les sympathisants de droite à 61%. Il perd un point chez les sympathisants de gauche avec 14% d'opinions favorables. Seulement 21% des personnes interrogées dans le cadre de ce sondage souhaitent qu'il soit réélu en 2012 dans le cadre d'un affrontement avec le socialiste DSK, alors que 52% souhaitent une victoire du directeur général du FMI. Vingt-deux pour cent ne souhaitent la victoire ni de l'un ni de l'autre, tandis que 5% ne se prononcent pas.

Social

Selon une analyse de l'Observatoire national du 115, réalisée pour La Croix, les 18-24 ans représentaient 20% de la population ayant sollicité le 115 en 2010. Et parmi les 77 082 modes d'hébergements qui leur sont proposés, seuls 3% disposent d'un accompagnement spécifique de réinsertion sociale.

Une étude universitaire, réalisée par Olivier Godechot, chercheur à l'EHESS, fait le point sur **30 ans d'évolution des salaires**. Pour 90% des salariés, la progression de leur pouvoir d'achat est à peine visible, quand le haut du panier s'octroie de royales augmentations. Résultat: une hausse des inégalités. Le rapport entre les salaires moyens de ces deux populations est passé de 1 à 23 en 1980 à 1 à 81 en 2007. (Source: Marianne2 26/04/2011)

Le chômage fait peur mais le pouvoir d'achat domine. La revalorisation des salaires est la première priorité citée par les salariés, devant la défense de l'emploi et la protection sociale, selon un sondage Harris Interactive pour l'Humanité Dimanche, publié vendredi 28 avril. Plus de sept salariés sur dix (76%) estiment que la revalorisation des salaires doit être un dossier prioritaire pour les organisations salariales. Ils citent ensuite la défense de l'emploi (72%) et la protection sociale des salariés (70%). D'autres sujets apparaissent importants mais moins prioritaires tels que la santé au travail (61%), la prise en compte de la pénibilité (59%), l'âge de départ à la retraite (55%) ou encore l'égalité professionnelle hommes-femmes (52%). Les salariés interrogés souhaitent également à une très forte majorité l'union des syndicats pour faire avancer leurs revendications: 74% d'entre eux veulent qu'ils se mettent d'accord "afin d'être plus efficaces". Par ailleurs, 80% des salariés interrogés demandent aux organisations syndicales d'agir "rapidement sur ces dossiers sans attendre la présidentielle de 2012 ».

Le premier sondage d'opinion lancé par le mouvement HLM montre que la majorité des Français ont une bonne image des HLM. 58% des Français ont une "bonne image" des HLM, qui totalisent 4,2 millions de logements et abritent plus de 10 millions de Français. Ce chiffre atteint même 75% chez les personnes qui y habitent. C'est ce qui ressort du premier baromètre d'image publié le 28 avril par l'Union sociale pour l'habitat (USH), qui regroupe l'ensemble des organismes HLM.

Huit Français sur dix souhaitent que la réforme des retraites votée en 2010 soit un sujet de débat lors de la prochaine présidentielle, selon un sondage Ipsos menée à la demande du magazine Liaisons sociales et le groupe Union Mutualiste Retraite. Six mois après sa promulgation, la loi réformant les retraites est toujours décriée par 79% des Français. 52% des personnes interrogées souhaitent "tout à fait" que les mesures votées en octobre 2010 « fassent à nouveau l'objet de débats » lors de la prochaine campagne présidentielle de 2012, tandis que 27% répondent « oui plutôt ». Les sondés ne sont que 12% à répondre « non, pas du tout ». Quand on leur demande quels sont les deux sentiments qui leur viennent spontanément à l'esprit à propos de la réforme, la colère (54%) et la résignation (52%) arrivent en tête devant l'indifférence (26%), la satisfaction (14%) et le soulagement (12%). Les personnes interrogées sont inquiètes à 68% de leur niveau

de vie à la retraite (contre 30% confiantes), mais ce pourcentage monte à 78% quand on interroge uniquement les actifs.

Nucléaire

Selon un sondage international de BVA/Win Gallup International, l'opinion mondiale est désormais très divisée sur le nucléaire: 49% des personnes interrogées dans 47 pays se disent favorables (43% très défavorables) à l'utilisation de cette énergie. Avant la catastrophe de Fukushima, elles étaient 57% (32% défavorables). Dans le camp des « pro » la Chine arrive en tête avec un score de 70%. Dans le camp des « anti », l'Autriche se place en tête avec 9% favorables. 4 japonais sur 10 restent favorables au nucléaire. En Europe, cette question divise. Bulgarie, République Tchèque et France forment le top 3 des « pro », Autriche, Grèce et Italie celui des « anti ». La France reste le peuple le plus favorable au nucléaire avec 58%. Entre la crainte du risque d'accident et celle du pouvoir d'achat, ils arbitrent clairement pour la seconde.

Politique

F. Fressoz dans *Le Monde* (26/04) décortique « la plaquette de 75 pages diffusée vendredi 22 avril par l'Elysée pour vanter **le bilan des quatre premières années de la présidence Sarkozy** est éloquente. Dans l'introduction, il est proclamé que " la France avance ", qu'elle " se modernise et se transforme ", que les Français ont choisi en 2007 " le changement " et que " ce grand peuple " a démontré, dans la crise, sa capacité à " relever les défis de l'avenir ". Mais le premier chapitre est intitulé : " Protéger les Français ". Il n'y est question que de " crise ", de restauration de " l'autorité de la loi ", de " protection des victimes ", de " maîtrise de l'immigration ", de " réaffirmation des valeurs républicaines contre tous les communautarismes ". L'optimisme d'un côté, la crainte de l'autre. Le mouvement et simultanément le repli. Sans que jamais soit prononcé le mot " mondialisation ".. C'est que, depuis la crise de l'automne 2008, **la peur de la mondialisation** s'est renforcée, rallumant le vieux clivage entre France du oui et France du non. Dans les milieux populaires, indique le sociologue Alain Mergier (*Le Monde* du 22 avril), l'idée s'installe que la jouissance des uns se nourrit de la relégation des autres, que " mondialisation et fragilisation " vont de pair. Sur cette conviction prospère Marine Le Pen.. C'est ce que souligne Jean-Louis Bourlanges, le président de la Fondation du centre lorsqu'il décrit une gauche et une droite soumises à la pression des extrêmes et de plus en plus mal à l'aise pour défendre un discours en phase avec la mondialisation. Mais à gauche, un débat monte autour de la démondialisation " et du degré de protection aux frontières qu'il faudrait introduire pour défendre l'industrie nationale et l'emploi.. »

Le Figaro (08/04) relève pour sa part : « Il était temps de parler d'autre chose que d'immigration et de sécurité.. N. Sarkozy en est revenu au pouvoir d'achat. Thème sur lequel il a été élu et qui reste un sujet de préoccupation des Français. »

Le même quotidien (27/04) relève « en vantant le bilan du gouvernement sous un éclairage « social ».. » L'UMP organisera une convention « Emploi-compétitivité » qui s'est tenue mardi 3 mai. Le 31 mai, Marc-Philippe Daubresse remettra le couvert sur la « justice sociale ». »

Parti Socialiste

Alain Frachon, toujours dans Le Monde (07/04), aborde le thème du **libre-échange** critiqué dans le projet du PS. Il rappelle comment le PS (1980-1995) « s'était coulé dans la pensée économique du moment. Il souligne que « la critique du libre-échangisme, pas son rejet, a aujourd'hui ses lettres de respectabilités, en France et aux Etats-Unis.. Au Nouvel Obs (10/03), VGE confie « ne pas croire au triomphe du grand marché unique mondial ». Dans Le Parisien (06/04), M. Rocard assène : « le libre-échange intégral est fini, il a fait trop de dégâts. ».. Le journaliste ajoute « Le PS se rebiffe à son tour : « L'Europe demeure le seul continent qui s'impose le libre-échange dans un monde qui ne cesse d'y déroger », lit-on dans le projet 2012.. Le PS veut que l'UE négocie « pour que soient inscrites dans les règles du commerce international » un minimum de normes sociales et environnementales.. »

Le Figaro (27/04) relève que L. Fabius « s'est entouré d'une cinquantaine d'experts pour traduire le projet socialiste en programme gouvernementale, hiérarchiser les priorités, préparer techniquement les réformes, ou encore fixer leur cadre juridique.. « Nous nous préparons à l'exercice des responsabilités, dans un contexte budgétaire difficile » explique-t-il.

Front national

Selon une enquête de l'Ifop pour le JDD (24/04), Marine Le Pen recueillerait 36% des voix chez les ouvriers. Le Canard Enchaîné (27/04) nous apprend que « La population d'ouvriers – issue de l'échantillon représentatif de 911 sondés réunis par l'Ifop est inférieure à 150 personnes. Ce qui affecte les résultats d'une marge d'incertitude de 7 à 8 points. » Interrogé par le JDD, J-M. Lech, coprésident d'Ipsos relève: « Si l'on flatte l'encolure de M. Le Pen, on montre une connivence d'opinions entre le Président-candidat et elle, afin de récupérer ses voix au second tour, dans la perspective d'un duel Sarkozy-gauche. »

Christian Chavagneux (L'Economie politique) intitule son point de vue : « Le retour du national-socialisme » (13/04). Il avance l'idée que « l'extrême-droite a changé de doctrine, passant de l'ultralibéralisme aux recettes qui ressemblent à celle du national-socialisme des années 1930. » Il poursuit « L'ultralibéralisme a laissé place à une inspiration sociale. M. Le Pen défend la nécessité d'un Etat fort (fin de

la réduction des effectifs des fonctionnaires, augmentation de salaire de ceux-ci, revenir sur la libéralisation des services publics, rétablir la retraite à 60 ans, combattre l'injustice fiscale qui touche les classes moyennes, surtaxer les profits des Cies pétrolières). Il souligne que tout cela « ne sont pas sans rappeler certaines parties du « programme en 25 points » proposé par Hitler en 1920.. Le FN a beau avoir un nouveau visage, il nous sert de vieilles idées d'autant plus dangereuses que la droite française est en pleine recomposition ». Il prend appui sur deux analyses. Celui d'Isaac Joshua (30/04) qui cite Jean-Richard Sulzer, conseiller économique du FN, « alors que son père était ultralibéral, par réaction au communisme, M. Le Pen est dirigiste, dans le sens colbertiste du terme. C'est-à-dire qu'elle n'est pas contre un Etat fort ». Joshua poursuit « Ainsi, face à la hausse des prix de l'énergie, elle propose une nationalisation des entreprises « stratégiques » de l'énergie et des transports, voire de certaines banques. » Il souligne « Il s'agit d'une évolution de fond, par laquelle le FN, loin de prendre ses distances avec le discours fasciste a deux ennemis, et c'est le combat sur ces deux fronts qui en fait l'originalité. D'un côté, l'ennemi c'est le capitaliste, sous la forme du riche, du manipulateur d'argent, du spéculateur ; de l'autre côté, c'est l'autre travailleur, avec qui on est en concurrence directe, pour l'emploi, le salaire, le logement, les allocs, etc... » (Pour aller plus loin, source : www.europe-solidaire.org).

La deuxième analyse est celle d'O. Ferrand, président de Terra Nova, qui constate « A travers toute l'Europe, la crise provoque des fièvres populistes.. La France pouvait échapper à ce scénario.. Sarkozy l'a rendu possible. C'est la particularité du cas français : la recomposition électorale n'est pas initiée par l'extrême droite, mais par la droite.. » Au terme de cette analyse, il conclut que « la dernière étape est déjà écrite : la constitution d'un bloc néoconservateur, entre une UMP droitisée et un FN dédiable. » (source : Le Monde 30/04/2011)

Le Monde.fr (01/05) indique que pour le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, le Front national « offre un cadeau majestueux au patronat avec sa ligne politique principale qui consiste à opposer les travailleurs français de souche aux autres travailleurs ». Selon lui, en opposant travailleurs français et travailleurs d'origine immigrée, le parti « offre une division au patronat et c'est dans ce sens qu'il est un des alliés principaux du patronat pour maintenir le système en place ». A propos d'un récent sondage Ifop donnant 36% du vote des ouvriers au Front national, Bernard Thibault a estimé qu'il y avait un pas « entre dire j'ai l'intention de voter pour et le vote » lui-même. »

Les Echos (02/05) relate **le discours de M. Le Pen du 1er mai** « La présidente du parti d'extrême droite a également mis en avant le thème de la « liberté ». Une manière, selon elle, de continuer à rénover l'image du parti. La fille de Jean-Marie Le Pen, dont le parti prépare un projet de constitution dans laquelle sera inscrite la préférence nationale, est allée jusqu'à citer le général de Gaulle et l'homme de l'abolition de l'esclavage, Victor Schoelcher, voulant s'inscrire dans leurs « combats

historiques pour la liberté ». Tout en reprenant ensuite ses thèmes traditionnels de « l'effondrement de l'euro », « l'échec de l'Europe », « le FMI », « le drame du libre-échange », « l'immigration et le recul de nos valeurs de civilisation », qui ont remporté les plus forts applaudissements.. Marine Le Pen s'est posée en garante de la liberté contre « la mondialisation, [...] cet esclavage des temps modernes ».. Attaquant les syndicats, « l'ultralibéralisme », « la dictature de la bien-pensance » dans la presse, « le communautarisme », prônant à l'école « le goût de l'effort, le mérite républicain » et un territoire national dans lequel pas un mètre carré n'échapperait aux lois françaises - reprenant ainsi ces derniers thèmes de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007 -, elle a appelé les Français « à se choisir un nouveau destin ». Vantant au passage « un projet économique ambitieux » pour retrouver « le chemin de la création d'emplois pérenne ». (<http://www.frontnational.com/?p=6863>)

Cette relation entre la baisse du niveau de vie et le vote FN interroge Jean Viard, proche du PS (Rue 89 16/04) : « Prenons quelques chiffres sur dix ans. En 1998, les 10% les moins riches avaient un niveau de vie de 7 100 euros par an et par personne. En 2008, hors inflation, ce chiffre avait augmenté de 13,7%, soit 970 euros de plus. Pour les 10% les plus riches, ce même indicateur a progressé de 27,3% : ça fait 11 530 euros en plus. Et les 0,01% les plus riches, eux, ont gagné 360 000 euros de plus ! Ça donne deux informations : la première, c'est que les écarts se creusent, et la seconde, que la moyenne n'a pas grand sens... La première chose à faire serait d'encadrer les hauts revenus : le principal scandale, c'est qu'il y a des gens qui gagnent trop d'argent par rapport aux richesses qu'ils ont produites, et qui, de plus, ne contribuent pas assez au niveau fiscal. Du coup, il y a une rupture de solidarité à l'intérieur de la société.. ». Il ajoute « Les prix qu'on voit à la télé sont complètement délirants : le type qui, péniblement, nourrit sa famille avec le smic a l'impression d'être un pauvre con. Il est deux fois victime : non seulement il ne gagne pas assez, mais il a l'impression d'être en dehors du coup. C'est un problème d'inégalité morale.. Chacun se met dans une nouvelle logique : « Comment je fais pour m'en sortir, moi, tout seul ? » D'où ce basculement populisto-économique dans lequel on est aujourd'hui.. Au fond, ce qui compte dans la vie d'un homme, c'est de pouvoir franchir la marche suivante. Le type qui a 1 500 euros, il ne rêve pas de passer à 25 000, il rêve de passer à 1 700.. Le bloc communiste faisait tellement peur aux grandes entreprises capitalistes qu'elles ont accepté une régulation sociale pour éviter le risque révolutionnaire. Le problème des sociétés modernes, c'est qu'il n'y a plus de risque révolutionnaire.. Avec la montée des extrêmes droites, le terrorisme, chaque société se réinvente d'autres risques. Je ne plaide pas du tout pour le retour du risque révolutionnaire. Je pense que les révolutions sont toujours des échecs. Je ne dis pas qu'elles ne sont pas légitimes, attention. Les gens ont envie de vivre confortablement. Si ça devient impossible, ils attendent un peu puis ils cassent tout.. »

La montée du populisme en Europe est largement présente dans les commentaires de la presse après des élections locales en Europe. Ainsi Libération titre (19/04) « Le néopopulisme européen a le vent en poupe. S'appropriant le thème de la laïcité, ces partis xénophobes progressent partout, surfant sur l'euroscpticisme et la crainte de l'islam. » « Tout populisme est d'abord un nationalisme antieuropéen, c'est le plus petit dénominateur commun de ces formations, qu'elles soient de droite, avec leur xénophobie affichée, mais aussi de gauche, avec des accents protectionnistes », explique Dominique Reynié, professeur à Sciences-Po. Dans son livre Populismes : la pente fatale (Plon), le directeur de la Fondation pour l'initiative politique a répertorié 27 partis populistes de droite dans 18 pays européens. Seuls deux d'entre eux - la Ligue du Nord en Italie (8,5% des suffrages) et l'Union démocratique du centre en Suisse (29%) - participent à des gouvernements. Dans 14 pays européens, ils sont représentés au Parlement. Ces nouveaux populismes qui ont le vent en poupe, recourent toujours peu ou prou aux mêmes recettes. Ils prônent le peuple contre les élites corrompues par le cosmopolitisme et la mondialisation, la démocratie directe contre la démocratie représentative. Ils fustigent l'immigration incontrôlée, dénoncent le multiculturalisme et la menace de l'islam. Un spectre large qui permet à ces mouvements de cristalliser aussi bien les suffrages des couches populaires précarisées que ceux des classes moyennes, voire même des bobos inquiets du conservatisme moral porté par l'immigration musulmane. « Il s'agit d'une quatrième vague nationale populiste en Europe après celles de l'après-guerre, des années 60 (restée limitée) et des années 80 comme le Front national en France. Ces partis n'ont pas de racines idéologiques à l'extrême droite, ou les ont abandonnées », explique Jean-Yves Camus. Il souligne que ces formations « revendiquent des valeurs de tolérance, liberté et laïcité, fonds commun de la civilisation européenne qui seraient directement menacées ». Telle est aussi l'évolution d'une Marine Le Pen qui tente de récupérer le discours républicain. « Quand ces partis populistes font entre 5 et 10%, il est possible de faire une stratégie de "containement", mais quand ils arrivent à 15%, les partis de droite sont tentés de composer ou de les concurrencer sur leur propre terrain, en rejetant leurs thèses mais non leurs thèmes », explique Dominique Reynié. En témoigne la stratégie actuelle de Nicolas Sarkozy sur l'immigration ou l'offensive lancée par l'Allemande Angela Merkel sur l'échec du multiculturalisme. »

A lire: le numéro du printemps de Vacarme consacré aux « Nouveaux fascismes ? Enquête sur les droites en Europe; Le Front national ou l'imposture sociale. Argumentaire en direction des organisations de la CGT.

Études, rapports, documents et chiffres

L'Insee publie une étude « Inégalités de niveau de vie et pauvreté de 1996 à 2008 ». Entre 1996 et 2008, les inégalités de niveau de vie évoluent peu. Le niveau de vie des non-salariés augmente plus vite que celui des salariés. Mais d'une année à l'autre son évolution est plus erratique. Le niveau de vie des ouvriers augmente plus régulièrement que celui des autres salariés. De toutes les configurations familiales, les couples avec trois enfants ou plus sont celles pour lesquelles le niveau de vie augmente le plus. Le taux de pauvreté monétaire atteint 13 % en 2008. Il est en recul de 1,5 point par rapport à 1996. Les personnes au chômage sont de plus en plus exposées au risque de pauvreté et le rôle protecteur de l'emploi contre la pauvreté se renforce. Les personnes vivant dans des familles nombreuses avec deux parents sont de moins en moins pauvres. À l'inverse, la pauvreté des familles monoparentales s'accroît. Un Français sur deux vit avec au moins 1 580€ par mois. Les revenus du patrimoine des 10% de Français les plus riches ont augmenté de 11% par an entre 2004 et 2008. Ceux-ci disposaient d'un niveau de vie d'au moins 35 550€ par an. <http://insee.fr/fr/themes/document.asp>

La LDH publie aux éditions La Découverte l'édition 2011 de son Etat des droits de l'Homme en France sous le titre « La République défigurée ». L'été 2010 a marqué un tournant dans le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Lien martelé entre immigration et insécurité, remise en cause des naturalisations de « Français d'origine étrangère », présomption de délinquance pour les jeunes nés en France de parents étrangers, etc. Cette avalanche salit l'image de la France et défigure la République. Il s'agit là d'une tentative, d'ailleurs ratée, de récupération de l'électorat d'extrême droite après l'échec des régionales de mars 2010, mais aussi d'une diversion face au rejet d'une politique ouvertement favorable aux plus hauts revenus en pleine crise sociale.

Ce qui est défiguré, c'est ce qui fait de la République bien plus qu'une simple étiquette constitutionnelle, c'est la République « laïque, démocratique et sociale » qu'institue l'article 1er de la Constitution. Celle qui permet le respect égal de tous les citoyens. Ce qui défigure la République, c'est, de lois antiétrangers en chasse aux sans-papiers, la dérive vers une véritable xénophobie d'Etat. C'est l'ethnicisation croissante du politique, le président de la République lui-même se défaussant sur des groupes ethniques responsables de l'insécurité qu'il met en scène. C'est le démantèlement des droits sociaux qui accentue la précarité, la fragmentation sociale et l'accroissement des inégalités. C'est, enfin, l'exacerbation d'un système monarchique qui étouffe les débats politiques réellement contradictoires et mine la séparation des pouvoirs. Si la LDH a signé avec cinquante organisations associatives et syndicales un « Pacte pour les droits et la

citoyenneté », c'est qu'il est plus que temps d'interpeller les forces politiques, les élus et les candidats pour en finir avec ces politiques de la peur, de la discrimination et de la régression sociale. Pour reconstruire, par l'exercice actif de la citoyenneté, une République dont chacun puisse se sentir fier d'être le citoyen.

UEtopie de marché. Comment la nouvelle gouvernance économique menace la démocratie. Corporate Europe Observatory. 19 janvier 2011

Une version européenne de la « stratégie du choc » est en passe d'être mise en oeuvre dans l'Union européenne. Sous le coup de la crise européenne, de nouvelles prérogatives dévolues à l'Union dans le domaine du marché du travail, ou de budget des États membres, comme de dépenses sociales, devraient permettre d'imposer un carcan libéral sur les économies nationales. Source: Les dessous de Bruxelles <http://dessousdebruxelles.ellynn.fr/spip.php?article140>)

Le Centre d'analyse stratégique vient de publier sa note d'analyse 221 :

L'évolution des prix du logement en France sur 25 ans. Les loyers, à surface et qualité constantes, ont globalement évolué comme le revenu disponible moyen. La dépense de logement a néanmoins augmenté, compte tenu de l'élévation de la taille moyenne et de la qualité des logements. Ce mouvement n'est pas homogène sur le territoire et entre les différentes catégories de revenus ; en revanche, les prix d'acquisition ont doublé et cette hausse généralisée ne semble pouvoir être expliquée que marginalement par l'augmentation du coût de la construction ou un déficit généralisé de construction. www.strategie.gouv.fr/article.php3?id_article=1412

Le monde des ados. Sciences Humaines publie une enquête inédite « L'Enfance des loisirs » Pierre Mercklé, Sylvie Octobre, Christine Détrez et Nathalie Berthomier, Trajectoires communes et parcours individuels à la grande adolescence, La Documentation française, 2010. D'une part, en suivant près de 4 000 enfants de la fin du primaire à la fin du lycée, elle permet de saisir, dans leur complexité et leur variété, les logiques de constitutions et d'évolutions des pratiques et des goûts. De l'autre, elle appréhende un éventail de pratiques très large et les articule avec des questions portant sur les goûts, les représentations de soi – dans la famille et dans le groupe des copains –, les projections dans l'avenir ; bref, tous ces questionnements qui font des années de collège et de lycée des moments complexes de construction de soi.

591 millions d'euros. C'est le coût du dispositif du bouclier fiscal en 2010, affirme le quotidien Les Echos. Selon le bilan provisoire transmis aux députés de la commission des finances, le montant moyen restitué aux quelque 14 400

bénéficiaires du bouclier fiscal s'est élevé à 40 908 euros lors de la campagne 2010.

444 milliards de dollars. La guerre en Afghanistan, déclenchée le 7 octobre 2001 pour mettre Oussama Ben Laden, le chef de la nébuleuse terroriste Al-Qaida, hors d'état de nuire, "a coûté jusqu'ici 444 milliards de \$ (près de 300 milliards d'€) aux contribuables américains. Sans compter les coûts indirects", souligne ce mardi La Tribune. D'autant que la mort du chef d'Al-Qaida, tué dimanche soir lors d'un raid des forces spéciales américaines, à 50 km au nord d'Islamabad, la capitale du Pakistan, ne met pas fin "à la 'guerre contre la terreur' entamée au lendemain des attentats du 11 septembre 2001", indique le quotidien économique. "En ajoutant les opérations en Irak, l'après-11-Septembre aura coûté 1 280 milliards de dollars aux contribuables américains", dit le journal. Il ajoute que le maintien de troupes américaines en Irak et en Afghanistan "pourrait faire grimper la facture totale à près de 2 000 milliards de dollars au cours des dix prochaines années". Pour le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, "le coût réel de la seule guerre en Irak serait supérieur à ... 3 000 milliards de \$ (2 000 milliards d'€)".

Agenda

- 20-21 mai 2011: Colloque organisé par la Fondation Gabriel Péri: « **Les politiques économiques de la gauche en France (1936-2002)**. 38, avenue des Ternes, 75017.
- 8 juin 2011: **2e Assises nationales de la recherche stratégique**, Paris, Ecole militaire. Le thème portera sur : « France, Europe, Monde. Flux et tensions stratégiques: les Etats à la croisée des chemins »
- Terra Nova organise un débat avec Séverine Lemièrre, maîtresse de conférences en gestion et présidente de l'association "FIT, une femme, un toit" « **Femmes et hommes : comment mettre en place l'égalité ?** »
- La Fondation Copernic avec les Éditions Syllepse organisent un échange autour du premier Cahier de la Fondation sur **la dépendance/perte d'autonomie, affaire privée ou Sécurité sociale ?** en présence des auteurs (Christiane Marty, coord., Catherine Bloch-London, Jean-Luc Gibelin, Gérard Gourguechon, Pierre Khalfa) : le 10 mai 2011, de 19h à 21h, au bar « Le Lieu Dit », 6, rue Sorbier, 75020 Paris.